

N° 2077.

ALLEMAGNE ET LITHUANIE

Accord concernant les relations juridiques entre les deux pays. Signé à Berlin, le 30 octobre 1928.

GERMANY AND LITHUANIA

Agreement regarding Legal Relations between the two Countries. Signed at Berlin, October 30, 1928.

(2) Konvencija įgyja galios du mėnesiu po pasikeitimo ratifikacijos raštais. Kiekviena abiejų valstybių gali nuo jos atsisakyti; tačiau atsisakius ji palieka galioje dar šešis mėnesius.

Šiam patvirtinti įgaliotiniai pasirašė du šios konvencijos originalu lietuvių ir vokiečių kalbomis ir pridėjo savo antspaudus.

Šitaip padaryta Berlyne 1928 metų spalio mėnesio 30 dieną.

(2) Das Abkommen tritt zwei Monate nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Es kann von jedem der beiden Staaten gekündigt werden; es bleibt jedoch nach der Kündigung noch sechs Monate in Geltung.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das Abkommen in doppelter Ausfertigung in deutscher und litauischer Urschrift unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen in Berlin am 30. Oktober 1928.

V. SIDZIKAUSKAS.

MARTIUS.

JONAS.

Pour copie conforme :

Kaunas, le 7 mai 1929.

D^r D. Zaunius,

*Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
de Lithuanie.*

¹ TRADUCTION.

N^o 2077. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA LITHUANIE CONCERNANT LES RELATIONS JURIDIQUES. SIGNÉ A BERLIN, LE 30 OCTOBRE 1928.

¹ TRANSLATION.

No. 2077. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND LITHUANIA REGARDING LEGAL RELATIONS. SIGNED AT BERLIN, OCTOBER 30, 1928.

LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE et LE REICH ALLEMAND, animés du désir de faciliter les relations juridiques entre leurs ressortissants, ont convenu de régler, par des dispositions communes, leurs rapports réciproques en matière juridique.

THE REPUBLIC OF LITHUANIA and THE GERMAN REICH, being desirous of facilitating legal relations between their nationals, have agreed to settle their mutual relations in legal matters by the adoption of common provisions.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

A cet effet, ils ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. Venceslas SIDZIKAUKAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berlin ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le Dr Georg MARTIUS, conseiller de Légation au Ministère des Affaires étrangères ; et

M. le Dr Martin JONAS, conseiller au Ministère de la Justice ;

Lesquels ont produit leurs pleins pouvoirs, les ont reconnus en bonne et due forme et sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE SECTION

CAUTIONNEMENT DES FRAIS DE PROCÉDURE.
ASSISTANCE JUDICIAIRE AUX INDIGENTS.

Article premier.

1. Les ressortissants d'un des Etats qui comparaissent devant les tribunaux de l'autre Etat en qualité de demandeurs ou d'intervenants ne peuvent être astreints, du fait qu'ils sont étrangers ou qu'ils n'ont pas de domicile ou de résidence sur le territoire dudit pays, à aucun cautionnement ni aucune consignation, sous quelque dénomination que ce soit.

2. La même disposition s'applique à la provision qui devrait être exigée des demandeurs ou des intervenants pour couvrir les frais de justice.

Article 2.

1. Si une condamnation aux dépens est prononcée sur le territoire de l'un des Etats contre un demandeur ou un intervenant qui est exempté du cautionnement, de la consignation ou de la provision, en vertu de l'article 1 ou d'une loi en vigueur dans l'Etat où l'action a été intentée, cette condamnation devra être égale, dans le territoire de l'autre Etat, déclarée sans frais exécutoire par l'autorité

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC :

M. Venceslas SIDZIKAUŠKAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berlin ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Georg MARTIUS, Counsellor of Legation at the Ministry of Foreign Affairs ; and

Dr. Martin JONAS, Counsellor at the Ministry of Justice ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

SECTION I.

SECURITY FOR LEGAL COSTS.
SUING IN FORMA PAUPERIS.

Article 1.

1. No security or deposit of any description whatsoever may be required of the nationals of either Contracting State who appear as plaintiffs or interveners before the courts of the other State by reason of their foreign nationality or the fact that they are not domiciled or resident in the country.

2. The same shall apply in regard to any payment in advance that may be required of plaintiffs or interveners for the purpose of covering legal costs.

Article 2.

1. If costs are awarded in the territory of one of the Contracting States against a plaintiff or intervener who is exempted from security, deposit or payment in advance, in virtue either of Article 1 or of a law in force in the State in which the case was brought, this judgment shall also, in the territory of the other State, be declared free of charge, to be executory by the competent authority. Application can

compétente. La requête peut être adressée à l'autorité compétente par la partie à laquelle les frais sont dus, par la voie diplomatique ou directement.

2. La même règle s'applique aux décisions judiciaires qui fixent ultérieurement les frais du procès.

3. Par décision judiciaire, il convient d'entendre également les décisions prises, dans les limites de leur compétence, par les fonctionnaires et officiers ministériels du greffe (greffiers) au sujet de la liquidation des frais.

Article 3.

1. Les décisions relatives aux frais mentionnées à l'article 2, seront, sans préjudice d'un recours ultérieur de la partie condamnée conformément à la législation de l'Etat dans le territoire duquel la sentence est exécutée, déclarées exécutoires sans audition des parties.

2. Il n'y aura, à ce sujet, qu'à vérifier :

1^o Si, d'après la législation du pays où la sentence a été prononcée, l'expédition de la décision remplit les conditions indispensables pour donner à celle-ci force probante ;

2^o Si, selon cette législation, la décision a acquis force de chose jugée.

3. Pour établir que ces conditions sont remplies, il suffira d'une attestation du président du « *Landgericht* » compétent (Tribunal de première instance) ou, si le tribunal qui a prononcé la sentence est un tribunal d'une instance supérieure, du président de ce tribunal, établissant que la décision a force de chose jugée.

4. La requête devra, le cas échéant, être accompagnée d'une traduction, dans la langue officielle du tribunal requis, du dispositif du jugement, ainsi que de l'attestation prévue à l'alinéa 3. Les traductions seront certifiées conformes, soit par le représentant diplomatique ou consulaire, soit par un traducteur assermenté de l'Etat requérant ou de l'Etat requis, soit par un juge de l'Etat requérant.

Article 4.

Les ressortissants de l'un des Etats seront admis dans l'autre Etat à bénéficier de l'assis-

be made to the competent authority by the party to whom the costs are awarded through the diplomatic or direct channel.

2. The same rule shall apply to judicial decisions by which the amount of the legal costs is subsequently determined.

3. Judicial decisions shall include decisions regarding the determination of costs given by legal officers (clerks of the court) within the limits of their competence.

Article 3.

1. The decisions regarding costs mentioned in Article 2 shall be declared to be executory without previous hearing of the parties but subject to the right of subsequent appeal by the losing party in accordance with the legislation of the country in which execution is to take place.

2. The authorities shall only consider :

(1) Whether according to the laws of the country in which the judgment has been pronounced, the copy of the decision fulfils the conditions necessary to give it binding force.

(2) Whether the decision has acquired force of law according to the said laws.

3. As proof that these requirements have been fulfilled, a certificate from the President of the competent *Landgericht* (Court of first instance), or, if the Court pronouncing the judgment is a higher one, of the President of this Court, shall be sufficient to show that the decision has acquired force of law.

4. A translation of the operative judgment and the certificate mentioned in paragraph 3, in the official language of the Court applied to, shall, if necessary, be attached to the application. Translations shall be certified correct by the diplomatic or consular representative or by a sworn interpreter of the State making or receiving the application, or by a judge of the applicant State.

Article 4.

The nationals of one of the contracting States shall be permitted to sue *in forma pauperis*

tance judiciaire aux indigents dans les mêmes conditions que les nationaux de cet Etat.

Article 5.

1. Le certificat d'indigence devra être établi par les autorités du lieu de résidence habituel ou, à défaut, d'une telle résidence, par les autorités du lieu de résidence actuel.

2. Si le requérant ne réside pas dans l'un des deux Etats, il lui suffira de fournir une attestation du représentant diplomatique ou consulaire de son pays, compétent pour sa personne.

Article 6.

1. L'autorité compétente pour établir le certificat d'indigence pourra demander aux autorités de l'autre Etat des renseignements sur la situation de fortune du requérant.

2. L'autorité qui doit se prononcer sur la demande d'assistance judiciaire conserve, dans les limites de sa compétence, le droit de contrôler les attestations et les renseignements et de se faire adresser, afin d'être suffisamment éclairée, des communications complémentaires.

3. Si l'assistance judiciaire est accordée par les autorités compétentes à un ressortissant d'un des Etats, ce droit devra lui être également reconnu pour tous les actes de procédure, y compris les actes d'exécution, qui se rapportent au même litige et qui se poursuivent devant les tribunaux de l'autre Etat en vertu de la première et de la deuxième sections de la présente convention.

Article 7.

Si un ressortissant de l'un des Etats se trouve en dehors du territoire de l'autre Etat, où il désire solliciter l'assistance judiciaire, sa demande pourra être transmise par le consul compétent de son Etat à l'autorité appelée à statuer, dans l'autre Etat, conjointement avec le certificat d'indigence et les autres pièces justificatives pouvant présenter quelque utilité pour la décision. Les dispositions relatives à la coopération des tribunaux en matière civile s'appliquent à la transmission de la requête et à la suite à lui donner.

in the territory of the other State under the same conditions as nationals of the latter State.

Article 5.

1. The certificate of inadequate means must be made out by the authorities of the applicant's habitual place of residence or, failing such, by the authorities of his actual place of residence.

2. If the applicant does not reside in one of the two States, a certificate from the competent diplomatic or consular representative of his State shall be sufficient.

Article 6.

1. The authority competent to make out the certificate of inadequate means may apply for information to the authorities of the other Contracting State with regard to the financial position of the applicant.

2. The authority that has to decide upon the application for permission to sue *in forma pauperis* retains the right, within the limits of its competence, to verify the certificates and information laid before it, and to demand any further particulars which it may require.

3. If permission to sue *in forma pauperis* is granted to a national of one of the Contracting States by the competent authorities he shall also be granted this right in all legal actions, including those for the execution of judgments, referring to the same case that are taken in the Courts of the other State, in virtue of Sections I and II of the present Convention.

Article 7.

If a national of one of the Contracting States does not reside in the territory of the other State in which he desires to apply for permission to sue *in forma pauperis*, his application, together with the certificate of inadequate means and any other documents in support likely to assist the authorities in coming to a decision, may be transmitted through the competent consul of his State to the competent authorities of the other State. Transmission of and subsequent action with regard to the application shall be governed, *mutatis mutandis*, by the provisions relating to legal co-operation in civil matters.

DEUXIÈME SECTION

COOPÉRATION DES TRIBUNAUX EN MATIÈRE CIVILE

Article 8.

1. En matière civile ou commerciale, la signification des pièces et l'exécution des commissions rogatoires seront réglées directement par les autorités des deux Etats.

2. Toutes les autorités judiciaires sont compétentes pour l'envoi des demandes de signification et des commissions rogatoires, mais les présidents des tribunaux régionaux (*Landgerichtspräsidenten*) et les présidents des tribunaux de district (*Bezirksgerichtspräsidenten*) sont seuls compétents pour la réception de ces documents. Les pièces provenant de l'exécution des significations et des commissions rogatoires seront transmises directement à l'autorité requérante.

3. En cas d'incompétence territoriale de l'autorité requise, la demande sera transmise d'office à l'autorité compétente et avis en sera immédiatement donné à l'autorité requérante.

Article 9.

1. Les demandes de signification et les commissions rogatoires seront rédigées dans la langue officielle du tribunal requérant. Elles indiqueront l'autorité requérante, ainsi que le nom et la qualité des parties. Les demandes de signification devront en outre mentionner l'adresse du destinataire et la nature de la pièce à signifier.

2. Les demandes de signification seront établies sur des formulaires en deux langues, que les deux gouvernements se communiqueront.

Article 10.

1. La signification se fera par les soins de l'autorité compétente de l'Etat requis. Sauf les cas prévus au deuxième alinéa, cette autorité pourra se borner à exécuter la signification par la remise des pièces au destinataire, si celui-ci est disposé à les accepter.

SECTION II.

LEGAL CO-OPERATION IN CIVIL MATTERS.

Article 8.

1. In civil and commercial matters, the service of documents and execution of "commissions rogatoires" shall be effected direct by the authorities of the two States.

2. All judicial authorities shall be competent as regards the despatch of requests for service and "commissions rogatoires", while only presidents of provincial courts of first instances ("*Landgerichtspräsidenten*") and presidents of district courts ("*Bezirksgerichtspräsidenten*") shall be competent to receive these documents. Documents drawn up in connection with the execution of requests for service and "commissions rogatoires" shall be sent direct to the authority making the application.

3. If the authority applied to is not locally competent to deal with the matter, the "commissions rogatoires" shall be transmitted without any further request to the competent authority and the authority making the application shall be notified forthwith.

Article 9.

1. Requests for service and "commissions rogatoires" shall be drawn up in the official language of the court making application. They shall indicate the authority making the application and the name and status of the parties. Requests for service must also give the address of the recipient and indicate the nature of the document to be served.

2. Requests for service shall be made on the forms drafted in two languages, which the two Governments shall communicate to each other.

Article 10.

1. The competent authority of the State applied to shall be responsible for the service of documents. This authority may, save in the case provided for in paragraph 2, limit its action to effecting service by the transmission of the document to the recipient, if he is willing to accept it.

2. A la demande de l'autorité requérante, l'autorité requise devra signifier la pièce en question suivant la procédure prévue pour la signification de pièces analogues, par la législation interne de l'Etat requis ou suivant une procédure particulière, pour autant qu'elle n'est pas contraire à cette législation, à condition, toutefois, que la pièce à signifier soit rédigée dans la langue officielle du tribunal requis ou qu'une traduction dans cette dernière langue y soit jointe.

3. Les traductions devront être certifiées conformes par l'une des personnes visées à l'article 3, alinéa 4, phrase 2.

Article 11.

1. La preuve de la signification sera faite par un récépissé, daté et légalisé, portant la signature du destinataire ou par un certificat de l'autorité requise attestant le fait, la forme, ainsi que la date et l'heure de la signification.

2. Si l'acte à signifier est transmis en double expédition, le récépissé ou l'attestation sera porté sur l'une de ces expéditions ou y sera annexé.

Article 12.

Chacun des deux Etats a la faculté de faire exécuter par ses représentants diplomatiques ou consulaires, sans avoir recours aux moyens de contrainte, les significations destinées à ses propres ressortissants qui se trouvent sur le territoire de l'autre Etat.

Article 13.

1. L'autorité judiciaire à qui la commission rogatoire est adressée sera tenue d'y donner suite et d'employer à cet effet les mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission rogatoire émanant de ses propres autorités ou d'une demande présentée à la même fin par une partie intéressée. L'emploi des moyens de contrainte n'est pas requis lorsqu'il s'agit de la comparution en personne des parties au litige.

2. A la demande de l'autorité requérante, un avis devra lui être adressé, indiquant la

2. At the request of the authority making the application, the authority applied to shall serve the documents, provided they are drawn up in the official language of the court applied to or are accompanied by a translation in this language, in the form prescribed for the service of such documents, by the laws of the State to which application is made, or in some special form, in so far as this is not contrary to the law of this State.

3. The authentication of translations shall be governed by the provisions of Article 3, paragraph 4, sentence 2.

Article 11.

1. Proof of service shall be furnished either by an acknowledgment of receipt from the recipient, duly dated and authenticated, or by a certificate from the authority of the State applied to, setting forth the fact, the manner and the date of such service.

2. If the document to be served is transmitted in duplicate, the acknowledgment of receipt or the certificate shall be affixed to one of the copies or annexed thereto.

Article 12.

Each of the two States may serve documents upon its own nationals who are in the territory of the other State through its diplomatic or consular representatives without the application of measures of compulsion.

Article 13.

1. The judicial authority to whom the "commission rogatoire" is addressed shall be bound to give effect to it and in so doing to use the same compulsory measures as in the execution of a "commission rogatoire" emanating from the authorities of its own country, or a similar request from an interested party. Such compulsory measures need not be applied if it is a question of the parties to the dispute appearing in person.

2. The authority making the request shall, if it so desires, be informed of the time and

date, l'heure et le lieu de l'exécution de la commission rogatoire, afin de permettre à la partie intéressée d'y assister.

Article 14.

Les Commissions rogatoires seront exécutées suivant la procédure prescrite par la législation du pays requis. Toutefois, elles seront exécutées conformément à la demande de l'autorité requérante, si celle-ci désire que l'on suive une procédure particulière, pour autant que cette procédure n'est pas contraire à la législation du pays requis.

Article 15.

L'exécution des significations et des commissions rogatoires ne pourra être refusée que si l'Etat dans le territoire duquel elles doivent être exécutées les juge de nature à compromettre sa souveraineté ou sa sécurité.

Article 16.

1. L'exécution des significations et des commissions rogatoires ne peut donner lieu à la perception de taxes ni au recouvrement de frais d'aucune nature, à l'exception des indemnités versées aux experts.

2. Toutefois, l'autorité requise communiquera à l'autorité requérante le montant des frais encourus par elle qui, d'après le premier alinéa, ne doivent pas être remboursés par l'Etat requérant, afin que cette dernière autorité puisse procéder au recouvrement de ces frais sur la personne tenue de les rembourser. L'Etat requérant conserve les sommes recouvrées.

TROISIÈME SECTION

COMMUNICATION DES PIÈCES DE L'ÉTAT CIVIL.

Article 17.

1. Les autorités des deux Etats délivreront sur demande des extraits des registres des nais-

place of the proceedings in order that the interested party may be able to be present.

Article 14.

" Commissions rogatoires " shall be executed in the form prescribed by the laws of the State to which application is made. Nevertheless, if the applicant authorities request that some special form of procedure be adopted, their wish shall be complied with, provided that this form is not contrary to the law of the State to which application is made.

Article 15.

Requests for service or the execution of a " commission rogatoire " may only be refused if the State on the territory of which service is to be effected or the " commission rogatoire " is to be executed considers that such action would be likely to affect its sovereignty or safety.

Article 16.

1. With the exception of experts' allowances, no dues or charges of any kind shall be payable in respect of requests for the service of documents and the execution of " commissions rogatoires ".

2. Nevertheless, the authority applied to shall inform the authority making the application of the amount of the costs incurred by it, which, under the provisions of paragraph 1, the State making the application is not obliged to refund, so that the latter should be able to recover these costs from the party which is responsible for their payment. The applicant State retains the sums thus recovered.

SECTION III.

TRANSMISSION OF DOCUMENTS RELATING TO CIVIL STATUS.

Article 17.

1. The authorities of both States shall, on request, transmit to one another extracts

sances, des mariages et des décès, ainsi que des copies certifiées conformes des inscriptions portées sur les registres de l'état civil.

2. Les demandes adressées par les autorités seront transmises directement à l'autorité administrative suprême de l'autre Etat, chargée de la tenue des registres de l'état civil. Les dispositions de l'article 9, alinéa 1, s'appliqueront *mutatis mutandis* à la langue dans laquelle ces demandes seront rédigées. L'autorité de l'état civil requise transmettra directement les pièces à l'autorité requérante. Il ne sera perçu aucun droit lorsque la demande sera faite expressément au nom et dans l'intérêt d'une administration publique.

3. Les personnes privées pourront adresser directement des demandes à l'autorité de l'autre Etat chargée de l'état civil. Elles ne paieront pas, pour l'établissement de ces pièces, de droits plus élevés que les nationaux dudit pays. Si le requérant présente un certificat d'indigence établi conformément à l'article 5 de la présente convention, les pièces demandées seront délivrées gratuitement.

from the registers of births, marriages and deaths and authenticated copies of the entries therein.

2. Requests by authorities shall be transmitted direct to the highest administrative authority of the other State competent for matters connected with such registers. The question of the language in which such requests shall be drawn up shall be governed *mutatis mutandis* by the provisions of Article 9, paragraph 1. The registration authorities applied to shall send the document direct to the authority making the application. No charge shall be made, if the request was submitted expressly in the official interest.

3. Private persons may submit applications direct to the registration authorities of the other State. They shall not be required to pay any higher charges in this respect than nationals of the country. If an applicant produces a certificate of inadequate means drawn up in accordance with Article 5 of the present Convention, his request shall be complied with free of cost.

QUATRIÈME SECTION

DISPOSITIONS FINALES.

Article 18.

L'autorité suprême de l'administration de la justice dans chaque Etat — le ministre de la Justice du Reich pour le Reich allemand, le ministre de la Justice pour la Lithuanie — communiquera des renseignements sur la législation en vigueur dans son Etat si l'autorité suprême de l'administration de la Justice dans l'autre Etat lui adresse à cet effet une demande, qui devra être transmise par la voie diplomatique.

Article 19.

Les Etats contractants s'engagent à conclure dès que possible un arrangement concernant la légalisation des pièces.

Article 20.

Les difficultés qui viendraient à surgir lors de l'application de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique.

SECTION IV.

FINAL PROVISIONS.

Article 18.

The highest judicial administrative authority of each State — i. e. in Germany, the Reich Ministry of Justice, in Lithuania, the Ministry of Justice — shall, on the request of the highest judicial administrative authority of the other State, transmitted through the diplomatic channel, furnish information concerning the law in force in its State.

Article 19.

The Contracting States undertake to conclude as soon as possible an agreement relative to authentication (legalisation) of documents.

Article 20.

Any difficulties that may arise in connection with the application of the present Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 21.

Le Gouvernement allemand et le Gouvernement lithuanien se communiqueront la liste et la répartition territoriale de leurs tribunaux et le nom des autorités administratives suprêmes compétentes pour l'exécution de l'article 17, ainsi que toutes modifications éventuelles.

Article 22.

La présente convention restera en vigueur même si la Lithuanie adhère à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, concernant la procédure civile.

Article 23.

1. La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Kaunas.

2. La présente convention entrera en vigueur deux mois après la date de l'échange des ratifications. Elle pourra être dénoncée par chacun des deux États. Toutefois, elle restera en vigueur pendant un délai de six mois après la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention, établie en double expédition, en allemand et en lithuanien, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin, le 30 octobre 1928.

V. SIDZIKAUSKAS.
MARTIUS.
JONAS.

Article 21.

The German and Lithuanian Governments shall inform each other of the territorial distribution of their courts and communicate to each other the names of the highest administrative authorities competent for the execution of Article 17, as also of any changes that may occur.

Article 22.

The present Convention shall remain in force, even in the event of Lithuania acceding to The Hague Convention concerning Civil Procedure, of July 17, 1905.

Article 23.

1. The present Convention shall be ratified, and the ratifications exchanged as soon as possible at Kovno.

2. The present Convention shall come into force two months after the exchange of the ratifications. It may be denounced by either of the two States, but shall remain in force for six months after denunciation.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate, in German and Lithuanian, and have affixed their seals thereto.

Done at Berlin on October 30, 1928.